

Melun, le 6 octobre 2016

Monsieur le directeur,

Depuis 2002, notre administration a déjà payé un lourd tribut. La DGFIP aura perdu 37000 emplois en 13 ans !!! Un véritable plan social, sans aucune contrepartie que l'incertitude de l'avenir, ou plutôt sans autre contrepartie que de subir les mesquineries quotidiennes, le caporalisme et le zèle de quelques commandants. Les chiffres sont tétus et implacables. Le PLF 2017 (avant examen au parlement) annonce 1630 suppressions d'emplois, et l'administration se gausse des 500 de moins que l'an dernier.... avec la volonté de mettre en place, malgré notre opposition, le prélèvement à la source, annonciateur de l'explosion de l'organisation de la Direction Générale, bien sûr en continuant les suppressions de services, suppressions d'emplois, « dématérialisation forcée », restructurations à gogo... etc...

Tout cela, sans parler du ressenti des agents, le résultat du dernier baromètre social nous donne quelques indications. 56 % des agents jugent le rythme des réformes trop rapide. 58 % considèrent que les changements intervenus ont eu un effet défavorable. 59 % estiment que leur situation professionnelle va se dégrader. Si l'administration ne veut pas saisir ce mal-être nous en tirerons les conséquences et les agents avec nous.

Et le 77 dans tout cela ? Il suffit de regarder l'ordre du jour de ce CTL pour comprendre que cela continue (le bilan des Ressources Humaines englobant autant la situation des effectifs par types de missions que les mesures visant les Conditions de Vie au Travail (CVT), la suite de l'Adaptation des Réseaux et Structures avec un peu plus de précisions (enfin...) sur les conséquences en terme de postes transférés et le calendrier, et quelques informations sur le pôle de programmation du Contrôle Fiscal au sein de l'Inter-région La RIF), vous ne faites qu'appliquer les orientations dictées par le DG. Mais votre loyauté vous fait oublier le sens de l'intérêt général consistant à fournir un service public de qualité et de proximité (principe d'égalité emblème de notre nation, quel que soit le lieu, l'âge, la catégorie sociale, etc. de l'administré), mais aussi votre responsabilité vis à vis des agents, en particulier de leurs conditions de vie au travail. Vous êtes complice du sabotage volontaire de la DGFIP et des finances publiques nous conduisant inéluctablement à la situation de la Grèce.

Solidaires Finances Publiques 77 a décidé de ne pas siéger à ce CTL

A quoi bon siéger aujourd'hui si tout est joué d'avance. Le seul but de notre présence pour vous, est de mettre une croix dans votre TBVS à la case « dialogue social » afin de remplir vos objectifs tout comme vous l'avez fait l'an dernier (« dialogue social de qualité » comme on peut lire sur le bilan RH), pourtant cette année, il n'y a pas eu de réel dialogue social. Nous avons eu le sentiment que pour ces réunions tout était écrit/décidé d'avance, qu'on aurait presque pu écrire les CR avant qu'elles n'aient lieu (très peu de marge pour les CAPL mutations, pour les CAPL notations et les audiences... aucune considération pour les difficultés rencontrées par les agents, aucune considération pour les agents de manière générale... sans parler des fiches d'impacts bâclées présentées au CHS-CT qui ne mesurent absolument pas les conséquences des réorganisations sur le quotidien des agents et des missions qui sont transférées... (hormis les quelques km qui séparent les sites)....

Solidaires Finances Publiques 77 ne participera donc pas aujourd'hui à cette parodie de dialogue social. Nous n'oublions pas les derniers événements qui se sont déroulés cet été :

- les pressions exercées sur les vérificateurs de Melun pour qu'ils acceptent un détachement au pôle juridictionnel ;

- des modifications autoritaires et sans communication d'organisation du travail (transfert du distributeur de tickets pour l'accueil de MELUN, ou encore les collègues qui ont appris au retour de vacances qu'ils allaient travailler à distance pour un autre site...)... ;

- des EDR que l'on bouge de moins en moins au motif de les protéger d'un risque routier (TBVS), pourtant la mission de l'EDR est « une force de remplacement dans les services permettant de combler une absence ou de faire face à un pic d'activité » (cf. note du 14/11/2014)... Ne serait ce pas l'intérêt économique qui vous force à les protéger, car...

...lorsqu'il n'y en a pas, ça se passe autrement, par exemple, lorsqu'il s'agit de laisser des collègues travailler jusqu'à 37 degrés dans certains services, ça ne dérange personne, la direction ne parle plus des Conditions de Vie au Travail. Inutile de revenir sur la « **communication** faite » aux chefs de service « leur laissant toute latitude de décider de... » et un rappel des préconisations qui peut prêter à rire,

et nous pourrions citer d'autres exemples...

Nous profitons de vous voir pour vous remettre les motions et les pétitions signées par les administrés de Guignes et des environs pour le maintien des services publics de proximité et nous vous demandons de les faire remonter au D.G.

Pour conclure, nous vous parlerons des agents des trésoreries concernées par les fermetures, qui sont inquiets et attendent des réponses sur leur devenir, sans parler de ceux qui reçoivent les missions, sans le personnel... C'est même le minimum de dialogue avec les agents qui ne se pratique plus dans cette DDFIP et dont les agents ont besoin.

Pour Solidaires Finances Publiques 77, c'est inacceptable et intolérable.

Il est temps que le dialogue (et non monologue) reprenne sa place dans notre Direction,

il est temps que les agents soient considérés et respectés, cela ne dépend que de vous.

Si nous avons bousculé vos habitudes en intervertissant nos places autour de la table aujourd'hui, c'est pour vous montrer ce que ressentent les agents dans la valse des réorganisations que vous imposez (nous vous avons juste déménagé de quelques mètres contrairement aux agents qui sont amenés à faire plusieurs kilomètres). C'est déstabilisant, n'est ce pas ?

Par ailleurs, c'est également pour reprendre notre place d'interlocuteur privilégié que vous devez entendre et surtout écouter. Ces interlocuteurs, les représentants des personnels, qui ont toute légitimité, soutenus par les 86 % de votants aux élections professionnelles, taux assez rare pour le souligner et ce quelles que soient les élections.

Notre boycott, à ce CTL n'a pas pour but de rompre le dialogue mais bien au contraire de l'ouvrir, le faire respirer et améliorer finalement le sort des agents et le service public.